

« Ici, c'est l'impasse ! »

Malgré le bouclier français, les réfugiés du secteur de Gikongoro ne cachent pas leur inquiétude

GIKONGORO

de notre envoyée spéciale

C'est ce que l'on peut appeler une protection rapprochée. Mardi 5 juillet, les béretts noirs du 11^e régiment d'artillerie de marine ont installé à la hâte des mortiers dans le camp de réfugiés de Murambi. Les tubes sont déployés à une centaine de mètres de la population civile, relogée dans un collège en construction. Les militaires viennent d'arriver et ils ignorent même le nom de la position qu'ils sont en train d'occuper. La plupart des réfugiés n'ont qu'une journée de plus d'ancienneté. Pour tout le monde, le camp est une nouvelle étape dans une pérégrination qui ne semble pas vouloir s'arrêter.

A vol d'oiseau, le commandement français de Gikongoro est à 2 kilomètres. La première position tenue par le FPR se trouve, elle, à une dizaine de kilomètres, à la hauteur du village de Simbi, sur l'axe Butaré-Gikongoro, selon le colonel Rozier qui commande le détachement français. Le camp est un chantier d'école abandonné. Les salles de classe font office de dortoir. Les femmes réchauffent un vague liquide entre des rouleaux de fils d'acier. Les militaires ont enrôlé des gens pour construire leur enclos. Le 2^e régiment parachutiste d'infanterie de marine, venu de la Réunion, est chargé de s'occuper des réfugiés et de distribuer les biscuits de l'armée.

« Des machettes en pagaille ! »

Les militaires ont enregistré les occupants. Ils sont, mardi, cinq cent cinquante Hutus et Tutsis mêlés. Les parachutistes ont dû intervenir pour organiser la cohabitation et attribuer deux ailes différentes du bâtiment aux communautés. « Ils ont peur, raconte un officier. Ils n'osent pas parler entre eux et viennent nous voir discrètement. » Une femme a signalé la présence de machettes sous les matelas d'un groupe de Hutus. « Il y en avait en pagaille, dit le militaire. Une dizaine. On les a saisies, avec menace d'expulsion si cela se reproduisait. » Trois miliciens présumés, non inscrits dans le camp, ont également été arrêtés et remis à la gendarmerie rwandaise après avoir été dénoncés par des habitants. « Une zone de sécurité... se désespère un Tutsi. Mais si le FPR décide d'attaquer, nous, on ne peut même pas marcher 50 mètres sans être menacés. »

Chacun est en perpétuelle recherche d'une vraie zone de tranquillité. Du côté des officiers français, on reconnaît que la situation est « délicate » et que, dans l'attente de décisions politiques, la « zone humanitaire sûre » est « un concept dont les modalités d'exécution restent à préciser. » « C'est une idée qui n'est venue qu'il y a deux jours », indique le colonel Rozier. D'après lui, la neutralité de la France n'est pas remise en cause par la présence d'une partie de

l'armée rwandaise sous bouclier français, une présence qui ne saurait trop durer. « Il n'est pas question d'alimenter une force susceptible de poursuivre la guerre », assure le colonel. Mais il ne revient pas aux Français de désarmer qui que ce soit, estime-t-il, et on ne peut pas empêcher non plus les militaires rwandais de venir s'agglutiner aux postes avancés français : « Ils sont chez eux. » Les réfugiés de Murambi regardent avec inquiétude l'installation des Jeeps et des mortiers, otages d'un conflit qui les poursuit où qu'ils soient.

« On est vraiment à bout ! »

Il y a là un groupe de Tutsis cachés dans la paroisse de Ngoma, près de Butaré, évacuée dimanche par les Français. « Ils nous avaient dit qu'on passerait seulement une nuit ici et qu'on partirait ensuite vers Bukavu, au Zaïre », explique, déçu, François Karuretwa, trente ans, professeur de mathématiques au petit séminaire. Sa femme et un bébé de trois mois ont été tués le 3 juin. Leur autre enfant, un an, a été considéré comme orphelin et emmené par les Français vers le Burundi. « Après trois mois de cache, on est vraiment à bout. On a fui les gens de l'armée et leur milice et on les retrouve ici. Ils ont fui eux aussi, c'est dramatique. » Le professeur tutsi dit que, même si le FPR gagne, « c'est toute la société qui est blessée ». Un prêtre aurait lui aussi préféré être emmené jusqu'au Zaïre, mais Kinshasa entend limiter l'afflux de réfugiés et les Français sont conscients de la menace de déstabilisation qui pèse sur les pays riverains.

Il y a aussi Françoise Kagoyire, hutue, dont le mari, journaliste tutsi, a été tué le 9 avril à Kigali. Au long de son voyage, on lui a confié des orphelins tutsis, et dimanche, elle a sauté dans le premier camion français qui passait avec neuf enfants, dont elle ne sait plus que faire aujourd'hui. Elle demande où est la Croix-Rouge. Mais il n'y a aucune organisation humanitaire à l'horizon.

Il y a encore quatorze étudiants – dont plusieurs Tutsis – en quatrième année de sciences médicales à Kigali, qui étaient le 6 avril en stage à Kigeme, près de Gikongoro. Ils lisent la Bible à même le ciment, sans plus savoir quoi faire. « Quelle famille allons-nous rejoindre ? » Eux aussi voulaient partir vers l'Ouest. « On a peur du FPR, dit Jules Birakwiye, dix-neuf ans. Nous ne connaissons pas leurs idées, nous ne les avons jamais contactés. » Enfin, il y a des Hutus modérés de Butaré : un vétérinaire, qui a caché les deux épouses tutsies de collègues de son institut ; un juriste ; un ancien ambassadeur qui s'est inscrit dans le camp et qui vit dans une famille amie. « Ici, c'est l'impasse », disent-ils. Ces Hutus modérés craignent les représailles. Ils ont écrit un texte où ils demandent au FPR de ne pas « imputer injustement à la population les mauvaises décisions politiques prises en son nom par les forces de la réaction ». Il y a à Murambi des réfugiés protégés, mais terrorisés, qui n'aimeraient rien tant que quitter la « zone de sécurité » mise en place pour les rassurer.

CORINE LESNES